

Cagnottes, start-up solidaires, mécénat de compétences, philanthropie dynamisée : quand le bas et le haut de la société adoptent les codes et les outils d'aujourd'hui pour créer d'autres modèles de solidarité.

# LES NOUVEAUX VISAGES DU DON

**STÉPHANIE MERRAN ET SARA PAUBEL**, la présidente et la directrice générale de Ce que mes yeux ont vu, font se rencontrer le monde de l'entreprise et celui de la précarité autour de projets culturels.

C'est une France dont on parle peu et qui pourtant bouillonne. Elle est un peu la réponse à *l'Archipel français*, l'ouvrage alarmiste de Jérôme Fourquet (Seuil), et à la crise des inégalités soulevée par les « gilets jaunes ». Riche ou moins riche, chrétienne ou non, elle tisse du lien en cherchant de nouveaux modèles de solidarité. Hyperconnectée, pragmatique, soucieuse de son épanouissement personnel et en même temps du bien commun, elle sait adopter les codes et les outils d'aujourd'hui. Pour le secrétaire d'État Gabriel Attal, chargé des associations, « un véritable changement culturel est à l'œuvre » (voir page 32). Il ne signe pas un désengagement de l'État, mais l'oblige à redéfinir de fond en comble son rôle. Car ces nouvelles formes de don soulignent le manque





FRÉDÉRIC SCHEIBER/HANS LUCAS POUR LA VIE

de moyens de la puissance publique, voire son inefficacité, quand elles ne bousculent pas le monde classique des ONG, touchées elles aussi par la méfiance généralisée à l'égard des institutions collectives.

#### « IL SE CRÉE 2000 CAGNOTTES PAR JOUR »

Le système des cagnottes traduit le mieux le principe du « je veux donner quand je veux, directement à qui je veux », qui caractérise le nouveau rapport au don. « Ce modèle de désintermédiation répond à la façon impulsive de donner des Français, contrairement aux Américains, plus construits dans leurs gestes de générosité », note Jacques Malet, président fondateur de Recherches et Solidarités, observatoire de la philanthropie. Les « gilets jaunes » ont rendu visible le phénomène. On se souvient de la cagnotte très controversée en faveur de l'ex-boxeur Christophe Dettinger, qui a rapporté plus de 145 000 € en moins de 48 heures, avant d'être fermée par son hébergeur, Leetchi. Ou encore celle de l'élu de droite Renaud Muselier pour aider les membres des forces de l'ordre blessés lors des manifestations, et qui a récolté 1,5 million d'euros.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : « Il se crée environ 2000 cagnottes par jour sur Leetchi. Le nombre de cagnottes solidaires a été multiplié par deux en 2018

**ÉMILIE PÉCOURNEAU**, entourée de son père et sa mère. La jeune fille de 15 ans a lancé une cagnotte pour aider ses parents, agriculteurs à Madaillan (47), lourdement endettés : près de 8 000 donateurs se sont mobilisés et ont réuni 263 000 €.

par rapport à 2017, et elles génèrent un flux de 50 millions d'euros », s'enorgueillit la présidente de la plateforme leader sur le marché, Alix Poulet. Certes, on est loin du montant total des engagements des Français pour des dons – 7,5 milliards d'euros, soit 0,3 % du produit intérieur brut, comme l'a établi Recherches et Solidarités pour l'année 2016. Mais la tendance est à la hausse et touche de plus en plus de domaines relevant de la responsabilité de l'État.

La cagnotte créée par la jeune Émilie Pécourneau pour aider sa famille a marqué les esprits. Trois mois auparavant, ses parents agriculteurs « s'engueulaient, ils ne parlaient plus que des factures à payer », raconte l'adolescente de 15 ans. Frappés de plein fouet par la grippe aviaire et les exigences de remise aux normes de leur exploitation, ces éleveurs de volaille en plein air à Madaillan (Lot-et-Garonne) ne s'en sortaient pas. En redressement judiciaire depuis 2016, ils ont accumulé 330 000 € de dettes et leur maison est hypothéquée. Quand, fin janvier, Émilie entend parler sur son téléphone des cagnottes solidaires Leetchi, elle se lance. « On n'avait rien à perdre, c'était gratuit, et facile à faire », explique la jeune fille. Trois mois plus tard, la cagnotte baptisée « Aider une famille au bord de la rue » affiche 263 000 €, pour 7 800 donateurs.

En 2018, l'enseigne Biocoop mobilise sa communauté pour verser 23 300 € à quatre agriculteurs afin de les aider à passer en bio. « Les pouvoirs publics enregistrent des retards considérables pour l'accompagnement à la conversion », explique Dalila Habbas, responsable du fonds de dotation et des partenariats de Biocoop. Certains agriculteurs ont tenté des actions contre l'État, car cet accompagnement est une obligation légale ! » D'autres initiatives sont moins fructueuses. Pour sauver l'hôpital de Privas (Ardèche), menacé de fermeture, où elle est infirmière, Caroline Berthaud a ouvert une souscription en ligne. « Tout le monde le fait, pourquoi pas nous ? C'est une façon de créer du buzz », explique une de ses collègues. L'appel aux dons réunit tout au plus 1 000 €. « Pas question de se substituer à l'État », « Ce n'est pas à nous de donner », se justifient les internautes sur la page web de l'aide-soignante. Assurément, les « gilets jaunes » ont remis en cause le consentement à l'impôt, mais jusqu'à un certain point : « On ne doute pas de l'impôt en lui-même, mais de la façon dont l'argent public est redistribué », insiste le philosophe et conseiller en communication Frédéric Lazorthes.

#### JEUNES EN QUÊTE DE SENS

À côté des cagnottes émerge une autre tendance de fond qui surfe encore sur les nouvelles technologies. L'esprit de la *start-up nation* s'infiltré dans l'univers de la solidarité : quand ils ne transmettent pas leur savoir-faire à des associations par le biais du mécénat de compétences (voir page 30), de plus en plus de jeunes en quête de sens créent des entreprises solidaires. C'est le cas de Stéphanie Merran et Sara Paubel, fondatrices de Ce que mes yeux ont vu. Depuis 2016, les deux jeunes femmes font se rencontrer, autour d'ateliers culturels, des entreprises et des personnes en précarité. Deux mondes a priori étrangers l'un à l'autre. Des salariés peuvent ainsi emmener un sans-abri dans un musée d'art contemporain ou offrir leur voix pour enregistrer un commentaire d'œuvre à destination de personnes malvoyantes. Se sont déjà prêtés au jeu des employés de BNP Paribas, d'Engie et, en septembre dernier, une certaine Brigitte Macron ! La première dame a enregistré pour l'artothèque de Ce que mes yeux ont vu une capsule sonore à propos d'une tapisserie de Pierre Alechinsky.

Stéphanie Merran et Sara Paubel se sont rencontrées alors qu'elles s'ennuyaient dans leur travail, au Grand Palais, à Paris. « Nous voulions avoir un impact social plus important », confient les deux amies, qui choisissent pour mettre leur projet sur pied le statut d'entreprise. Car elles veulent garder la main sur la prise de décision, sans dépendre de subventions.

**Si la société du bas s'organise pour trouver des nouveaux modèles de solidarité, celle du haut vit pareillement sa mini-révolution.**

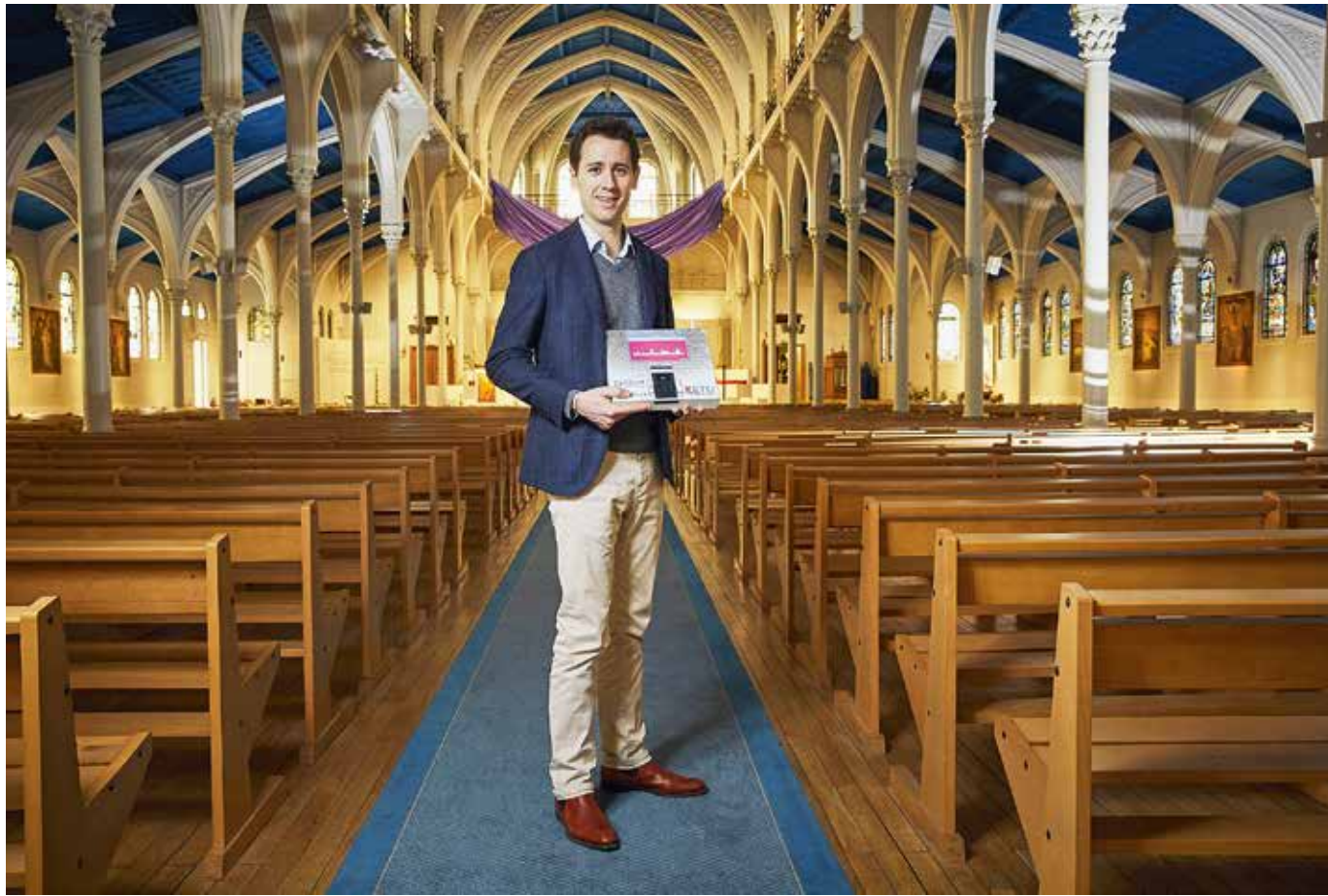
Aujourd'hui, elles définissent leur start-up comme un générateur de lien social. « Quand nous entendons un salarié d'entreprise dire "Je ne pensais pas pouvoir être généreux", nous avons remporté notre pari. »

C'est la même envie de sens qui a poussé Jean-Marc Potdevin, l'ancien vice-président de Yahoo! Europe, à créer Entourage, un réseau social d'aide aux personnes de la rue, en y associant les riverains. Alors chef d'entreprise, il rencontre sur son trajet quotidien des personnes vivant dans la rue. « Je me suis rendu compte que ces gens-là n'avaient pas besoin d'un sandwich, mais souffraient d'isolement. » Récemment converti au christianisme, auteur d'un livre sur son expérience mystique, il raconte son basculement : « C'était le 24 mars 2014. On m'avait proposé un poste de directeur d'un grand groupe internet, je devais donner la réponse le lendemain. » Ce jour-là, l'entrepreneur allume son Smartphone pour prier l'office de none et tombe sur un passage d'Isaïe. Le déclic est immédiat. « C'était sur mon téléphone, et ça répondait clairement à l'ambition d'Entourage. » Aujourd'hui, l'application comptabilise plus de 60 000 téléchargements et 6 000 actions visant à mettre en lien personnes de la rue et riverains.

Il y a deux ans et demi, fraîchement diplômé de son école de commerce, Stanislas Billot de Lochner cherchait pour sa part à inventer des manières innovantes pour collecter des dons. Mais il « ramait » pour créer son association... Plus simple alors de monter une entreprise. « En un claquement de doigts, on a reçu 400 000 € de la part d'investisseurs. » Et pas des moindres. Pierre-Édouard Stérin, le fondateur de La Fourchette, a misé sur Obole digitale. Aujourd'hui, la structure, qui recense 12 collaborateurs, a installé des bornes de don connectées dans 70 églises et multiplie les événements caritatifs au profit de RCF, de l'Armée du salut, etc. Son « hit » : sa Nuit du bien commun, au théâtre Mogador. La dernière édition a généré un million d'euros de dons. « Beaucoup de donateurs ont avoué avoir explosé le budget qu'ils s'étaient au préalable fixé », se félicite le fondateur, qui prévoit d'étendre Obole digitale en Espagne et en Italie.

#### LA PHILANTHROPIE À LA FRANÇAISE

Si la société du bas s'organise pour trouver des nouveaux modèles de solidarité, celle du haut vit pareillement sa minirévolution. Embryonnaire par rapport au modèle américain – le système redistributif est différent –, la philanthropie à la française prend une nouvelle dimension. Les fondations d'entreprise →



poussent encore plus loin leur action, au point de marcher sur les plates-bandes de l'État. En réunissant, le 14 février, tous les acteurs de la vulnérabilité, la fondation Sanofi (voir page 29) supervisait un événement qui avait des petits airs de Grenelle. Telle une inspectrice des travaux finis, la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, est venue conclure la journée.

Effet « gilets jaunes » ou suppression de l'ISF ? En décembre dernier, Denis Duverne, président du conseil d'administration d'Axa, et l'homme d'affaires Serge Weinberg ont lancé l'initiative « Changer par le don ». Une déclinaison à la française du Giving Pledge – qui signifie « promesse de don » – du milliardaire américain Warren Buffett. Les grandes fortunes françaises s'engagent à reverser 10 % de leurs revenus annuels à des causes philanthropiques. « On ne peut pas compter seulement sur l'État pour contribuer au changement social », précise Denis Duverne. Et pas question de se laisser guider par le gouvernement dans le fléchage des dons. L'intérêt général, oui mais en fonction de ses intérêts privés ! Lors de sa rencontre

**STANISLAS BILLOT DE LOCHNER**, cofondateur d'Obole digitale, propose des manières innovantes de collecter des dons. La structure a déjà installé des bornes connectées dans 70 églises.

**Avec l'initiative Changer par le don, 60 grandes fortunes françaises s'engagent à reverser 10 % de leurs revenus annuels à des causes philanthropiques.**

avec Denis Duverne et Serge Weinberg, Gabriel Attal a bien essayé, mais sans succès. À leur suite, les deux hommes ont embarqué 60 personnes dont Line Renaud, Agnès B., Claude Bébear ou Sabine Roux de Bézieux. L'épouse du président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, est très engagée dans la philanthropie. Mais comme les donateurs des cagnottes, un souci d'efficacité l'anime. C'est dans cet esprit qu'à travers son association, Un esprit de famille, qui rassemble 90 fondations familiales, dont celle de Marc Ladreit de Lacharrière, elle organise des réunions de partage d'expérience. En janvier dernier, les « tops » et les « flops » étaient au menu des discussions. Lors des précédentes sessions, des associations chargées de la fin de vie et de la réinsertion à la sortie de prison ont présenté leur action. « Nous voulons faire en sorte que les associations soient bien accompagnées, tout en transmettant aux générations suivantes le goût de la philanthropie. Impliquer plusieurs générations dans l'engagement pour l'intérêt général est indispensable », explique Sabine Roux de Bézieux, avant de poursuivre : « Il faut créer une culture du don en France. » Nous en prenons résolument le chemin. **YOUNA RIVALLAIN ET PASCALE TOURNIER**

PHOTOS BRUNO LÉVY POUR LA VIE →

Avec une dizaine d'associations, l'entreprise pharmaceutique s'organise pour aider les personnes les plus vulnérables. Le tout sans le concours des pouvoirs publics, ou presque.

## QUAND LA FONDATION SANOFI ESPOIR FAIT LE TRAVAIL DE L'ÉTAT

Les personnes les plus vulnérables dans notre société doivent-elles désormais leur salut au secteur privé ? Sans aller jusque-là – car les hôpitaux publics remplissent toujours leur fonction –, une tendance de fond s'impose : face aux urgences sociales et sanitaires, qui s'aggravent depuis la dernière crise financière en 2008 et à cause des flux migratoires, ce sont surtout les acteurs privés et le monde associatif qui offrent une première réponse, souvent la seule. Sans même attendre que l'État intervienne pour les coordonner, ils s'organisent désormais entre eux afin de mieux structurer et d'améliorer l'accès aux soins et aux services indispensables pour les personnes les plus démunies. Ainsi, la Fondation Sanofi Espoir, qui a pris l'année dernière l'initiative avec 11 associations humanitaires, dont la Croix-Rouge française, Emmaüs défi et le Samusocial de Paris, de tendre vers un « décloisonnement » de la prise en charge. L'idée étant de privilégier une « approche globale » de la personne. « Nous nous sommes rendu compte que nous ne pouvons plus travailler chacun pour soi sur l'urgence sociale alors que celle-ci change de nature », nous explique Xavier Darcos en nous recevant au siège parisien de la fondation, dont il est le président.

Créée en 2010 par le géant pharmaceutique français, la Fondation Sanofi Espoir dispose d'un budget de 5 millions d'euros par an (0,02 % du chiffre d'affaires du groupe), une somme qui lui permet de lancer des projets philanthropiques. Très sollicitée par les associations humanitaires et par les salariés du groupe, elle intervient surtout dans le domaine de l'oncologie pédiatrique, de la santé maternelle et infantile et dans toutes les formes d'urgence sociale en France. Selon Xavier Darcos, le besoin des associations de travailler ensemble est d'autant plus fort que la population des personnes les plus

vulnérables change : « À titre d'exemple, nous devons aider de plus en plus de mineurs et nous assistons à la réapparition de maladies comme la tuberculose. Un seul chiffre : sur les 145000 personnes hébergées d'urgence chaque nuit à Paris, plus de la moitié sont des jeunes de moins de 18 ans. Or, qu'il s'agisse d'un mineur isolé ou d'une mère seule avec ses enfants, ces

**« L'État est satisfait que notre fondation agisse en tant que partenaire. Il est demandeur de nos actions. » (Xavier Darcos)**

personnes n'ont pas un seul problème précis, mais cumulent souvent des soucis de santé, des problèmes scolaires, d'intégration, de logement, d'addictions, etc. Et il est difficile de régler un seul de ces problèmes si on ne tient pas compte des autres. Il faut prendre en compte toute la personne. »

Dans le but de privilégier une approche globale de la personne, la Fondation Sanofi Espoir et ses partenaires ont élaboré un livre blanc. Intitulé *États généraux des vulnérabilités*, il a été présenté le 14 février en présence de la ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn. Il propose quatre « principes d'action » dont surtout le développement d'une « plateforme unique » pour les associations, les institutions (dont les services sociaux) et les personnes accompagnées. Pour l'ensemble de ces actions, les acteurs privés et associatifs demandent l'implication des pouvoirs publics. Une proposition dont Agnès Buzyn s'est empressée de dire le plus grand bien. « Je pense que l'État est satisfait que notre fondation agisse en tant que partenaire. Il est demandeur de nos actions », commente prudemment Xavier Darcos. Il rappelle aussi la simple réalité : « L'État n'est pas l'acteur le plus capable d'être présent partout dans des situations de vulnérabilité de plus en plus individuelles. » Une situation à laquelle tout le monde semble s'habituer. Y compris au gouvernement. **HENRIK LINDELL**

**AGNÈS BUZYN**, ministre des Solidarités et de la Santé, invitée de Xavier Darcos, président de Sanofi Espoir, au Collège de France, lors de la présentation du livre blanc intitulé *États généraux des vulnérabilités*, établi par la fondation.

